

Le 03 février 2012

**Moindre repli des défaillances sur un an**

- Fin novembre 2011, le nombre de défaillances cumulées sur douze mois est stable par rapport au mois précédent (59 825 unités légales après 59 702 en octobre). (cf. graphiques 1 et 3 et tableau)
- Le recul en glissement annuel s'atténue : il s'établit à 1,9 %, soit un retour au rythme observé il y a quinze mois, alors qu'à fin juin 2011 il se situait à 3,9 %. (cf. graphique 2 et tableau)
- La baisse des défaillances devrait continuer à s'atténuer en décembre (– 1,4 % selon les données provisoires).

**Les défaillances sur un an accélèrent dans les quatre secteurs déjà en hausse à fin octobre**

- Dans le commerce, secteur qui comptabilise près d'un quart des défaillances, et dans lequel les défaillances augmentaient faiblement en octobre (+ 0,6 %), leur nombre sur un an s'accroît significativement en novembre (+ 2,5 %). Les hausses s'accroissent également dans l'hébergement-restauration, les activités financières et le regroupement enseignement-santé-action sociale. (cf. tableau)
- Le recul en glissement annuel se modère pour les microentreprises (– 1,7 % contre – 2,2 % en octobre) et les plus grandes PME (– 3,9 % contre – 5,1 %). Les défaillances sont stables pour les ETI et grandes entreprises, mais devraient fortement croître en décembre (+ 13,2 % selon les données provisoires).

**Le poids des défaillances en termes de crédit bancaire est stable en novembre**

- Toutes entreprises confondues, le poids des encours de crédit mobilisés par les entreprises défaillantes au cours des douze derniers mois est stable, à un niveau inférieur au maximum atteint pendant la crise mais supérieur à celui d'avant-crise. (cf. graphique 4)
- Stabilisé en octobre et novembre pour les PME indépendantes hors microentreprises, après une légère hausse, le poids des défaillances reste inférieur à son niveau atteint pendant la crise. Pour les ETI et grandes entreprises, l'aggravation des défaillances attendue fin décembre devrait se traduire par un alourdissement.

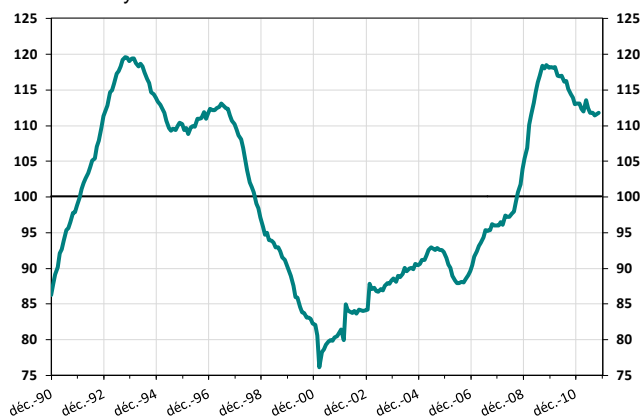
\* Méthodologie disponible à l'adresse  
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telecharger/economie/entreprises/defaillance-methodo.pdf>

# Défaillances d'entreprises

Novembre 2011 (données définitives) / Décembre 2011 (données provisoires)

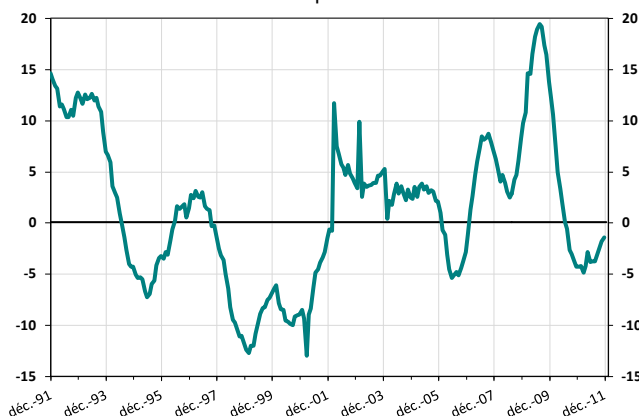
## 1 – Indice de défaillance (volumes)

cumul 12 derniers mois  
100 = moyenne déc. 90 – nov. 11



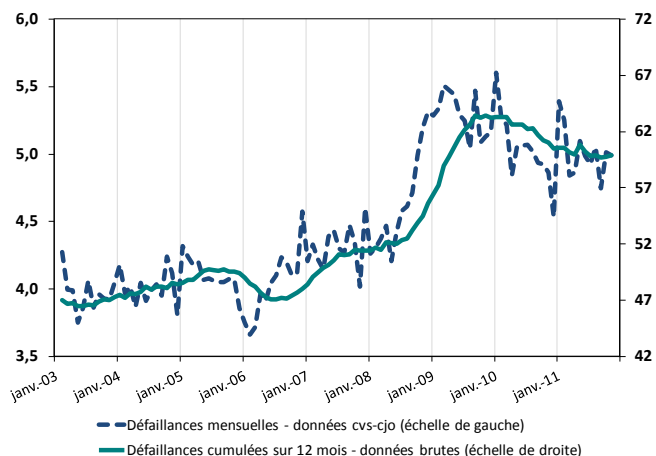
## 2 – Évolution des défaillances (taux d'évolution)

Cumul 12 derniers mois, glissement annuel en pourcent  
déc. 91 à nov. 11 – déc. 11 provisoire



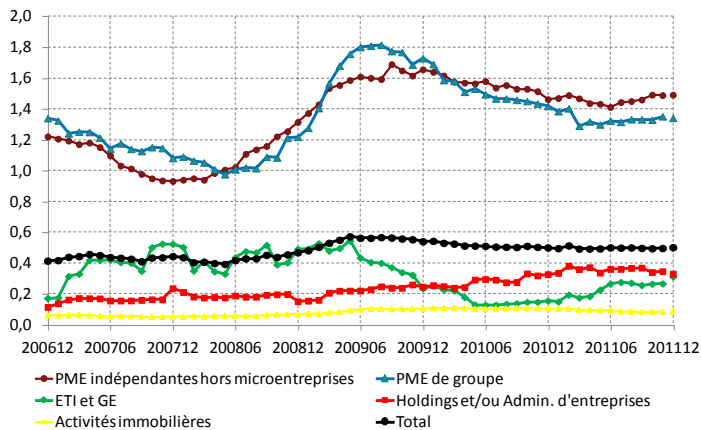
## 3 – Défaillances cvs-cjo et brutes

Milliers d'unités légales – janv. 03 à nov. 11



## 4 – Poids des défaillances des entreprises non financières en termes de crédit

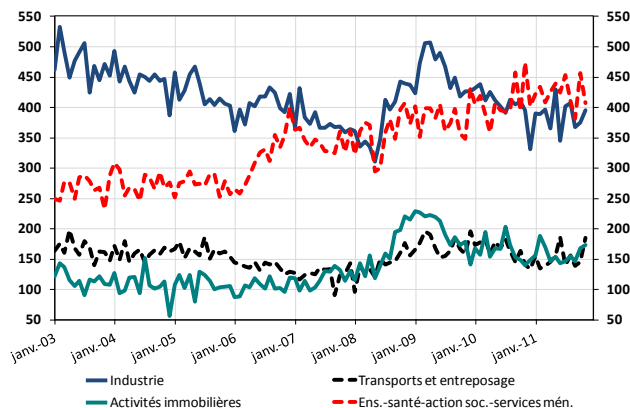
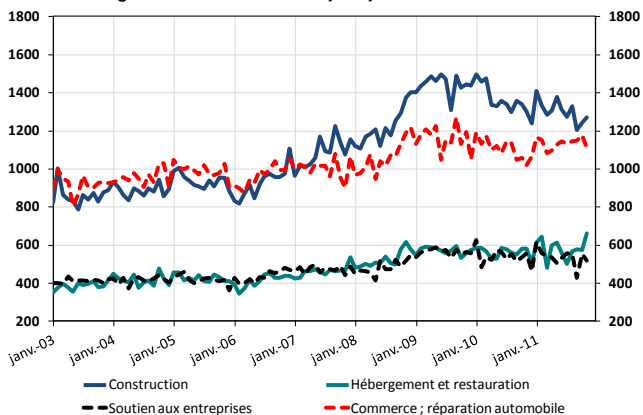
Unités légales avec crédits déclarés par les établissements de crédit – cumul des 12 derniers mois en pourcent  
déc. 06 à nov. 11 – déc. 11 provisoire



$$\text{poids} = \frac{\text{encours de crédits mobilisés des entreprises défaillantes}}{\text{total des encours de crédit mobilisés}}$$

## 5 – Défaillances mensuelles par secteur (données cvs-cjo)

Unités légales – données cvs-cjo – janv. 03 à nov. 11



Source : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises et Service central des risques

mise à jour le 31 janvier 2012

Contact : DGAFP – DE – OBSRDE  
1356-contacts-ut@banque-France.fr

## Défaillances d'entreprises (identifiées au niveau des unités légales)

	Cumul 12 derniers mois (données brutes) nombre et glissement annuel en % <sup>a</sup>				Glissement 3 mois cvs-cjo <sup>b</sup>		Données mensuelles cvs-cjo		
	Nov. 10	Nov. 11	Nov. 11/Nov. 10	Déc. 11 prov.	Déc. 11/Déc. 10	Nov. 11	Sep. 11	Oct. 11	Nov. 11
<b>Secteur d'activité<sup>c</sup></b>									
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	1 322	1 253	-5,2%	1 219	-6,2 %	-1,1 %	110	114	93
Industrie (BE)	4 951	4 594	-7,2%	4 624	-4,8 %	-1,4 %	366	374	395
Construction (FZ)	16 510	15 621	-5,4%	15 528	-5,0 %	-5,1 %	1 202	1 242	1 268
Commerce ; réparation automobile (G)	13 236	13 571	2,5%	13 478	1,6 %	0,4 %	1 145	1 175	1 107
Transports et entreposage (H)	2 018	1 806	-10,5%	1 816	-7,2 %	-2,9 %	138	144	184
Hébergement et restauration (I)	6 767	6 869	1,5%	6 879	2,5 %	11,4 %	574	572	660
Information et communication (JZ)	1 642	1 541	-6,2%	1 558	-2,7 %	-1,0 %	116	140	133
Activités financières et d'assurance (KZ)	1 053	1 167	10,8%	1 157	8,6 %	12,0 %	112	92	105
Activités immobilières (LZ)	1 958	1 889	-3,5%	1 894	-3,8 %	9,8 %	145	167	172
Soutien aux entreprises <sup>d</sup> (MN)	6 500	6 341	-2,4%	6 319	-1,5 %	-8,6 %	426	550	516
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	4 909	5 067	3,2%	5 011	2,6 %	-3,4 %	380	456	406
<b>Taille</b>									
PME	57 284	56 196	-1,9 %	55 962	-1,4 %	-2,1 %	4 477	4 705	4 653
dont microentr. et taille inconnue	52 647	51 741	-1,7 %	51 550	-1,2 %	-1,9 %	4 143	4 337	4 230
dont PME et ME	4 637	4 455	-3,9 %	4 412	-3,8 %	-4,5 %	336	359	429
ETI et GE	55	55	0,0 %	60	13,2 %				
Holdings et sièges sociaux	913	969	6,1 %	965	4,7 %				
Activités financières et d'assurance hors holdings	435	478	9,9 %	469	9,8 %				
Activités immo. (LZ) + promotion immo.	2 271	2 127	-6,3 %	2 133	-6,7 %				
<b>Ensemble<sup>e</sup></b>	<b>60 958</b>	<b>59 825</b>	<b>-1,9 %</b>	<b>59 589</b>	<b>-1,4 %</b>	<b>-1,4 %</b>	<b>4 741</b>	<b>5 010</b>	<b>4 984</b>

Source : Banque de France – Base Fiben. Données disponibles fin janvier 2012 ; données sur décembre provisoires car encore incomplètes ;

Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

Définition : Les unités légales défaillantes au cours d'une année civile N (en ouverture de procédure judiciaire) sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les statistiques sont établies **en date de jugement**. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois, soit ici novembre 2011. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

a Cumul des douze derniers mois comparés aux mêmes mois un an auparavant.

b Cumul des trois derniers mois comparés aux trois mois précédents.

c Les codes sectoriels sur deux caractères correspondent au niveau d'agrégation A10 ; ceux sur un caractère aux sections de la NAF rév. 2 (niveau A21).

d Le regroupement « Soutien aux entreprises » couvre les activités spécialisées, scientifiques et techniques (section M) et les Activités de services administratifs et de soutien (section N). Il inclut les sièges sociaux.

e Une ouverture de procédure faisant suite à un redressement judiciaire est comptabilisée comme défaillance si entre les deux jugements est intervenu un plan de continuation ou un plan de cession clôturant la procédure de redressement.

La ligne « Ensemble » comprend des unités légales dont le secteur d'activité n'est pas connu.